

Syrie / Un centre sur les droits de l'homme fermé après huit jours à Damas

Quels droits humains syriens ?

Peut-on parler des droits de l'homme en Syrie ? Une question saugrenue, diront les esprits chagrins, puisque le régime syrien cultive une mauvaise réputation bien méritée en la matière. Pourtant, le 21 février dernier s'ouvrait à Damas un Civil Society Training Center, le premier centre de droits de l'homme du pays, mis sur pied par une ONG basée à Bruxelles, l'Ibias (Institute for International Assistance and Solidarity). Mais, dès le 1^{er} mars, le centre, financé à 90 % par l'Union européenne, était déjà fermé par les autorités.

Le directeur du centre, Anouar al-Bunni, un avocat syrien spécia-

lisé dans les droits humains, dénonçait aussitôt ce « *signe adressé aux Européens et aux autres pays qu'il est sans espoir de vouloir former une société civile ici et de promouvoir le changement* ».

Officiellement, le centre a été fermé car il ne disposait pas de l'autorisation requise. Une source diplomatique syrienne se voulait toutefois apaisante, hier soir, à Bruxelles.

« *J'espère qu'il s'agit seulement d'un malentendu*, nous dit l'Allemand Gerd Greune, président de l'Ibias. *Le projet n'avait pas été mal accueilli, et des Syriens, certes pas de haut niveau, étaient présents lors de l'ouverture. Notre*

but n'est pas d'intervenir dans la vie politique locale, mais d'aider la société civile ».

L'ouverture de centre pour le développement de la société civile lancé par l'Ibias avait été considérée comme une percée par les observateurs de la scène politique syrienne. Elle intervenait après la libération, le 18 janvier, de cinq prisonniers politiques célèbres en Syrie. Au même moment, les autorités recevaient deux délégués d'Amnesty International pour la première fois.

C'est dire si la fermeture brutale du centre pose des questions. Le chef de la délégation européenne à Damas, Frank Heske, a

indiqué lundi qu'il travaillait à la réouverture du centre que Bruxelles finance à hauteur de 93.000 euros : « *Nous espérons, a-t-il dit, qu'il s'agit d'une question technique et que nous pourrions bientôt commencer nos activités qui sont en phase avec le processus de modernisation soutenu par le gouvernement* ».

De Damas, un analyste syrien nous confie que les autorités auraient préféré pouvoir être impliquées dans le choix des responsables du centre. Al-Bunni, il est vrai, n'hésite jamais à dénoncer la torture ou à rappeler qu'il existe encore 1.500 prisonniers politiques en Syrie. ■ BAUDOIN LOZE

le Solr 8 mars 06